

Paris, le 10 mars 2022

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES À LA COMMISSION EUROPÉENNE DG COMP – Unité H6

stateaidgreffe@ec.europa.eu

Objet : Propositions des autorités françaises dans le cadre de la révision à venir des lignes directrices des aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture et du règlement d'exemption des aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture et du règlement *de minimis*.

Dans la perspective de la révision de textes relatifs aux aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, les autorités françaises ont organisé une large consultation au niveau national pour recenser les besoins d'évolution de la réglementation actuelle.

Ces propositions se nourrissent de l'expérience acquise lors de la précédente programmation et des besoins des parties prenante. Dans ce cadre, elles visent à répondre aux enjeux actuels du monde de la pêche et de l'aquaculture en prenant compte des exigences du développement durable.

Les autorités françaises remercient la Commission pour ces propositions de texte et l'orientation donnée à cette nouvelle rédaction. Elles suggèrent toutefois d'aller plus loin pour permettre un meilleur accompagnement des secteurs de la pêche et de l'aquaculture, notamment au regard des récentes crises.

Dans ce contexte, la présente note formule des propositions :

- sur les lignes directrices (LDRPA) (I);
- sur le projet de règlement d'exemption par catégorie d'aides (REPA) et *de minimis* (II).

Les propositions d'ajustements rédactionnels se trouvent par ailleurs en annexe de la note.

I. PROPOSITIONS DE REVISION DES LIGNES DIRECTRICES

1. Principes d'appréciation communs

1.1 Réaction générale sur la nouvelle rédaction des principes d'appréciation communs

Le projet de LDRPA opère une modification et un approfondissement dans l'analyse qu'effectuera la Commission dans l'appréciation de la conformité des aides d'Etat. En effet, si les précédentes LDRPA prévoyaient un contrôle des aides d'Etat fondé sur la mise en balance entre leurs effets positifs liés à la réalisation d'un objectif d'intérêt commun et leurs effets négatifs potentiels pour les échanges et la concurrence, l'actuel projet propose un contrôle fondé sur deux conditions : que ladite mesure d'aide facilite le développement d'une certaine activité économique, et qu'elle n'altère par les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun.

Les autorités françaises apprécient la volonté de la Commission de suivre la formulation de l'arrêt *Hinkley Point C* (Trib.UE, Autriche c/ Commission, aff. T-356/15) établissant un contrôle sur deux conditions, le rendant par conséquent plus lisible. Cependant, les autorités françaises souhaitent savoir si les conditions d'examen des régimes d'aides, plus détaillées que dans les précédentes lignes directrices, entraîneront un contrôle plus strict de la Commission. Elles s'interrogent également sur le degré de détail attendu et les répercussions potentielles de celui-ci sur la procédure qui incombe à l'Etat membre de prouver le bien-fondé de la mesure d'aide.

1.2 Régimes cadres notifiés

Actuellement, pour les aides visant à compenser les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales dans le domaine de l'aquaculture, les LDRPA en vigueur autorisent *ex ante* les régimes cadres pour autant que les conditions dans lesquelles des aides peuvent être accordées soient clairement précisées.

Le projet de LDRPA reprend cette possibilité et en ajoute deux nouvelles possibilités de régime cadre exempté, afin de faciliter une intervention rapide des crises :

- les régimes cadres d'aides destinés à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles (point 140) ;
- les régimes cadres d'aides visant à remédier aux dommages causés par des conditions météorologiques défavorables et des phénomènes climatiques défavorables (point 158).

Les autorités françaises remercient les services de la Commission de cette ouverture. Néanmoins elles notent que cette notion de régime cadre n'est pas précisée pour les autres types d'aides. **Elles souhaitent que les futures LDRPA laissent ouverte la possibilité aux Etats membres d'élaborer des régimes cadres notifiés pour l'ensemble des aides.**

1.3 Nouveau seuil de transparence

La partie « Transparence » des LDRPA ainsi que l'article 9 du projet du REPA exigent la publication des aides individuelles sur TAM pour celles supérieures à 10 000 euros. Les autorités françaises s'interrogent sur la pérennisation de ce seuil de 10 000 euros apporté par l'encadrement temporaire des mesures d'aides d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid 19. Elles s'interrogent en effet sur l'opportunité d'un tel abaissement comparé au seuil *de minimis* fixé à 30 000 euros, en dessous duquel toute mesure est considérée comme n'affectant

pas les échanges entre États membres et ne faussant pas ni ne menaçant de fausser la concurrence. **Par conséquent, les autorités françaises souhaitent revenir au seuil de 30 000€ pour l'obligation de transparence pour les aides individuelles dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.**

2. Aides au renouvellement de la flotte

Le renouvellement de la flotte de pêche revêt une dimension toute particulière dans les régions ultrapériphériques, au regard des problèmes de sécurité pour les équipages et d'exploitation durable de la ressource. Le cadre juridique européen proposé permet l'octroi d'aides d'État en faveur de l'acquisition de nouveaux navires dans les régions ultrapériphériques, sous réserve du respect de conditions garantissant une pêche durable. Pour autant, les autorités françaises constatent une complexification de la procédure par rapport aux lignes directrices modifiées en 2018, qui ouvraient cette possibilité sur la seule base du rapport capacité produit annuellement par les États membres. Les nouvelles modalités fixées par la Commission, incluant désormais un avis annuel préalable, rendent *in fine* ce cadre juridique inopérant, tant pour les porteurs de projet que pour les services en charge de l'instruction des dossiers. Les autorités françaises insistent sur le fait que, pour pouvoir répondre aux objectifs de développement durable prévus dans la PCP, et plus particulièrement au maintien d'une activité structurante dans ces régions sensibles, la mise en place d'une aide dédiée et ciblée doit s'accompagner de règles d'application ajustées à la réalité et à la spécificité de ces territoires et aux segments de flotte visés. Ainsi, conformément aux [conclusions de la mission interministérielle de conseil pour un renouvellement de la flotte de pêche dans les RUP](#) rendues en juin 2018, les efforts de la France se concentrent autour du renouvellement d'une flotte de navires de moins de 12m, dont l'activité et la pratique, respectueuses des ressources, ont un impact relatif sur l'environnement marin, et sont essentielles pour le développement et la valorisation des territoires.

Les autorités françaises demandent donc à assouplir la proposition de la Commission, en particulier les points 197 et 198, afin de permettre de prendre en compte la situation réelle des territoires ultrapériphériques. En particulier, la conclusion du rapport capacité national ne devrait pas être remise en cause chaque année par la Commission. La rédaction des lignes directrices de 2018 ne prévoyait pas cette obligation et laissait la responsabilité à l'État membre de délivrer des aides sur la base de son rapport capacité annuel.

3. Possibilité d'octroi d'aides en faveur des dispositifs de concentration de poissons ancrés (DCP ancrés)

Le règlement n° 508/2014 du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) par son article 38.2, donnait la possibilité de financer des dispositifs de concentration de poissons ancrés (DCP) dans les RUP à condition qu'ils contribuent à une pêche durable et sélective¹. L'article 38.2 était une dérogation de l'article 11.a interdisant les opérations qui augmentent la capacité de pêche d'un navire ou les équipements qui augmentent la capacité d'un navire à trouver du poisson. Cette possibilité n'est plus ouverte dans le règlement FEAMPA.

¹ Article 38.2 FEAMP « Par dérogation à l'article 11, point a), dans les régions ultrapériphériques, l'aide visée au paragraphe 1 ne peut être octroyée à des dispositifs de concentration de poissons ancrés que si lesdits dispositifs contribuent à une pêche durable et sélective »

L'ajout de dispositions dérogatoires permettant, dans le cadre des aides d'Etat, un financement public des DCP ancrés sous conditions strictes (comme le suivi scientifique ou la gestion collective des DCP) pour les RUP est indispensable dans une politique de soutien de la pêche côtière.

Cette dérogation pourrait être soumise aux conditions suivantes :

- obligation de suivi des captures sur DCP avec un suivi DCP par DCP voire un système de déclaration obligatoire ;
- obligation d'avoir une balise sur les nouveaux DCP installés afin de connaître leur position et leur profondeur et s'assurer de leur fonctionnement ;
- implantation des dispositifs avec des matériaux durables en minimisant les impacts environnementaux;
- gestion collective des DCP : organisme qui assure le suivi des DCP, des déclarations et le suivi annuel de la pêche réalisée sur les DCP.

4. Elargir les motifs de compensation des pertes des entreprises du secteur de la pêche

Afin de répondre au mieux au besoin du secteur de la pêche, les Etats membres ont besoin d'avoir à disposition des outils d'accompagnement économique des filières en cas de crise. La Commission permet la mise en place d'aides en cas de circonstances exceptionnelles.

Pour autant, **au vu des incertitudes croissantes sur l'évolution des ressources, il convient de disposer d'une réelle palette d'outils de gestion du risque « ressources » et d'ajouter dans les lignes directrices la possibilité pour les Etats membres de mettre en place des mesures de compensation de pertes :**

- pour les entreprises de pêche, afin de remédier aux dommages causés dans les cas listés à l'article 21-2 du règlement FEAMPA (mesures de conservation, mesures de la Commission en cas de menace grave pour les ressources biologiques, mesures d'urgences adoptées par l'Etat membre);
- afin de remédier aux pertes économiques significatives subies par les acteurs de l'aval de la filière causées par des arrêts temporaires ou de baisses d'activités des entreprises de pêches liées à des situations décrites au point ci-dessus..

5. Mesures halio-environnementales

Le considérant 33 du règlement d'exemption indique que *« la pêche et l'aquaculture sont des secteurs dans lesquels les incitations à une action individuelle sont insuffisantes, bien que le résultat combiné de l'action individuelle corresponde au bien commun de tous les utilisateurs. C'est pourquoi les aides destinées à protéger et à rétablir la biodiversité et les écosystèmes marins ainsi que les régimes de compensation dans le cadre d'activités de pêche durables devraient être considérées comme compatibles avec le marché intérieur conformément à l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE. »*

Pour donner de meilleures chances de réussite aux opérations de réduction d'incidence de la pêche sur les écosystèmes marins et poursuivre la transition vers l'exploitation durable des ressources, les autorités françaises proposent de prévoir dans les lignes directrices des mesures complémentaires à celles prévues aux articles 22 et 24 du REPA, en vue de **pouvoir notifier des régimes d'aide permettant la compensation des surcoûts et des manques à gagner liés à la mise en place d'investissements spécifiques, non prévus par la réglementation**, comme, par

exemple, l'utilisation d'engins de pêche plus sélectifs au regard de la taille ou de l'espèce **ou liés aux changements de pratique en faveur de la protection et du rétablissement de la biodiversité**. En effet, au-delà de l'investissement en tant que tel, c'est parfois l'existence de surcoûts et de manques à gagner qui empêche l'adoption de certains engins ou de certaines pratiques vertueuses. Cette compensation inciterait à améliorer la sélectivité et à changer de pratique. Elle pourrait accompagner la transition sur une période donnée (à l'image de l'aide à la conversion en agriculture biologique), ou, dans les cas de zones spécifiques, soutenir et encourager les pratiques de pêche adaptées aux enjeux et à la sensibilité du milieu. A l'image des mesures agro-environnementales en agriculture, l'aide ne serait octroyée qu'aux bénéficiaires s'engageant à respecter pendant une période minimale des exigences halio-environnementales allant au-delà de la simple application de la législation de l'Union ou des dispositions nationales. Les avantages environnementaux de l'opération seront démontrés au moyen d'une évaluation préalable menée par les organismes compétents désignés par l'État membre, à moins que les avantages environnementaux d'une opération donnée soient déjà reconnus.

6. Permettre des mesures en faveur des nouveaux aquaculteurs

Les premières années d'une création d'entreprise sont particulièrement sensibles, qui plus est dans le secteur de la production primaire, où les besoins en capitaux sont très importants. En complément de l'aide aux investissements prévue par le programme national du FEAMPA et dans un souci d'harmonisation avec les aides à l'installation agricole, les autorités françaises proposent d'ajouter dans les lignes directrices **la possibilité, d'une part d'un abattement sur le bénéfice imposable réalisé par les nouveaux aquaculteurs, et d'autre part la possibilité d'un complément de revenu sous forme d'une dotation « jeunes aquaculteurs » encadrée dans ces conditions d'octroi.**

7. Fond de mutualisation pour les intempéries

Afin de renforcer la sécurité des marins, les autorités françaises souhaiteraient que, s'inspirant de l'article 20 du projet de règlement d'exemption relatif aux aides aux fonds de mutualisation en cas de crises de santé publique, de conditions météorologiques défavorables et d'incidents environnementaux, des aides puissent être autorisées sans condition de perte de chiffre d'affaire annuel en cas d'intempéries. En effet, s'il est imposé cette condition de perte, les aides dédiées afin d'inciter les armements à rester à quai lors d'intempéries n'auront pas l'effet escompté (ie sécurité des équipages), les navires risquant de partir en mer si l'aide n'est pas mobilisable en raison d'un seuil de déclenchement de l'aide trop élevé. Par ailleurs, dans la mesure où ces aides seraient versées aux marins pêcheurs et non aux entreprises, le critère de perte du chiffre d'affaires ne pourrait pas être retenue.

8. Aides à la formation

Le 8 avril 2019, la France ratifiait la convention internationale sur les normes de formation du personnel des navires de pêche, de délivrance des brevets et de veille (STCW-F), établissant des exigences de base en matière de formation, de certification et de veille pour le personnel des navires de pêche au niveau international. Cette ratification s'inscrit dans la ligne tracée par l'Union européenne qui invitait les Etats membres à ratifier la convention dans les meilleurs délais afin de permettre la promotion de la sécurité des personnes et des biens en mer et l'amélioration de la protection du milieu marin.

Comme le rappelle le Conseil dans le sixième considérant de sa décision 2015/799, le soutien financier à la formation constitue pour l'Union européenne un objectif visant à l'amélioration de la sécurité en mer et au renforcement des qualifications professionnelles du personnel travaillant à bord des navires de pêche. Ce soutien financier en faveur des qualifications professionnelles permet d'améliorer les garanties en termes de sauvegarde de la vie humaine et des biens en mer, ainsi que la protection du milieu marin, à travers des normes minimales de formation en matière de sécurité, de prévention et de lutte contre les incendies à bord des navires, d'utilisation du système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM), d'une meilleure connaissance en matière de soins médicaux ou encore de mise en œuvre des moyens de sauvetage.

Le Parlement européen, dans sa résolution du 16 septembre 2021 sur les « pêcheurs de l'avenir » reprend ces objectifs et ces moyens, en incitant par ailleurs la Commission européenne à présenter une directive transposant la convention STCW-F en droit européen, à l'instar de ce qui a été fait pour le transport maritime avec la directive 2008/106/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil concernant le niveau minimal de formation des gens de mer.

Dans ce cadre et conformément aux ambitions affichées par l'Union européenne en faveur de la formation des marins à la pêche, un financement des parcours individuels de formation pourrait être mis en place. Les modalités d'un tel financement reposent aujourd'hui sur un encadrement qui ne permet pas des dispositifs incitatifs notamment en ce qu'ils ne garantissent pas une intensité d'aide publique suffisamment importante pour mener une politique de formation ambitieuse et mobilisatrice pour le secteur.

Les autorités françaises demandent donc à ce que les LDRPA soient alignées avec le point 7 des orientations européennes sur les aides d'Etat au transport maritime : « *L'aide visant à accroître et à mettre à jour les compétences des marins européens pour le secteur de la pêche professionnelle peut être autorisée pendant toute leur carrière. Elle peut prendre la forme d'une participation aux frais de formation et/ou d'une compensation sur le salaire versé à l'officier pendant sa période de formation. Les régimes d'aide doivent toutefois être conçus d'une manière telle que l'aide à la formation ne puisse être directement ou indirectement détournée en une subvention à la rémunération de ces marins. L'octroi d'aides visant à la reconversion professionnelle des marins à la pêche désirant travailler comme marins dans le transport maritime est également permis* ».

II. PROPOSITIONS RELATIVES AUX EXEMPTIONS ET DE MINIMIS POUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE

A. REVISION DES AIDES D'EXEMPTION POUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE

1. Propositions transversales de révision des aides d'exemption pour la pêche et l'aquaculture

1.1 Reconnaissances des régimes cadres exemptés

Les autorités françaises souhaiteraient que la rédaction du futur REPA, tout comme les LDRPA, laisse explicitement ouverte la possibilité aux Etats membres d'élaborer **des régimes cadres exemptés**. A défaut de mention explicite, elles souhaitent que soit confirmé qu'en l'absence de précision, le règlement autorise la mise en place de régimes cadres. Ces régimes sont en effet de nature à faciliter l'application de la réglementation des aides d'Etat, puisqu'ils ont

vocation à s'appliquer à l'ensemble des porteurs de projet concernés sur tout le territoire et pour l'ensemble de la programmation.

1.2 Extension du champ d'application du REPA (article 1)

- **Extension du champ d'application du REPA aux entreprises de taille intermédiaire (ETI)**

Le champ d'application actuel et proposé du règlement d'exemption exclut une grande partie des entreprises de l'aval du secteur alors même que leur taille reste modeste (ETI). Les autorités françaises souhaitent donc que le champ d'application du règlement soit complété et ouvert aux ETI, *a minima* dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation (article 1^{er} et annexe I), et porter ainsi à 1,5 Mds € le plafond maximal de chiffre d'affaires et à 4999 le plafond maximal de salariés.

- **Extension du champ d'application aux entités en charge de la gestion des ports de pêche, sites de débarquement et halles à marées**

L'article 3 point 4 de l'annexe 1 du règlement n°1388/2014, repris dans la proposition de la Commission (annexe 1, point 179, article 3.4), dispose que, hormis les cas visés au 2^{ème} alinéa du paragraphe 2, une entreprise ne peut pas être considérée comme une PME si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés, directement ou indirectement, par un ou plusieurs organismes publics ou collectivités publiques, à titre individuel ou conjointement.

Ainsi, pour le secteur de la pêche et de l'aquaculture, les ports de pêche, les sites de débarquement et les halles à marée sont qualifiés de grandes entreprises non nécessairement en raison de leur taille, mais en raison de la participation de collectivités à leur gouvernance, et sont donc exclus du présent régime applicable au secteur. Ces entités doivent cependant bénéficier d'aides qui permettraient des améliorations pérennes des installations portuaires (ports de pêche, halles à marée et sites de débarquement), ce qui induirait par un effet d'entraînement des bénéfices au profit de l'ensemble des entreprises de la filière pêche et aquaculture.

Les investissements portés par ces entités jouent en effet un rôle stratégique déterminant dans la relance des investissements et la croissance de la filière pêche dans les territoires.

Ces investissements peuvent contribuer à améliorer la qualité, le contrôle ou la traçabilité des produits débarqués par le producteur. Ils peuvent également contribuer à améliorer l'efficacité énergétique ou la protection environnementale, ainsi que la sécurité ou les conditions de travail, favorisant ainsi l'attractivité des métiers. Ils peuvent enfin faciliter le respect de l'obligation de débarquer toutes les captures et la valorisation de leur partie sous-utilisée.

Les autorités françaises souhaitent donc que le champ d'application du règlement soit ouvert aux grandes entreprises autorités concédantes, aux autorités portuaires, aux concessionnaires des ports de pêche et des halles à marée et aux gestionnaires publics des sites de débarquement.

- **Extension du champ d'application aux petites collectivités**

C'est également le cas pour les « petites » **collectivités publiques** qui sont actuellement considérées par la réglementation des aides d'Etat comme des grandes entreprises, dans la

mesure où elles ne sont pas confrontées aux mêmes difficultés de financement que celles auxquelles une PME pourrait faire face sur le marché.

Les autorités françaises souhaiteraient que les petites collectivités publiques soient qualifiées de Petites et Moyennes Entreprises (PME) par la réglementation des aides d'Etat. Pour leur prise en compte, il est proposé de se référer à l'exception à la qualification d'entreprise partenaire pour les autorités locales autonomes figurant dans le Guide de l'utilisateur pour la définition des PME élaboré par la Commission en 2015. Ainsi, une collectivité publique pourrait être qualifiée de PME si son budget annuel est inférieur à 10 millions d'euros et qu'elle compte moins de 5 000 habitants. Cette qualification vaudrait également pour les communes des RUP situées en zone rurale et littorale. Au-delà de ce seuil, la collectivité publique serait qualifiée de grande entreprise.

- ***Extension du champ d'application aux organismes autres que PME***

Les autorités françaises ont observé une difficulté de hiérarchisation entre l'article 1^{er} du règlement « champ d'application », qui cible les PME et les entreprises de toutes tailles (article 1 paragraphes 1 et 2), et l'article 29 de la section 2 (encourager les activités aquacoles, articles 29 à 40). En effet, l'article 29 précise que l'aide au titre de la présente section est « *limitée aux entreprises d'aquaculture, sauf disposition contraire du présent règlement* ». Il existe dans cette section des bénéficiaires autres que les entreprises. A titre d'exemple, sont mentionnés dans le présent règlement : les organismes scientifiques (article 30), les organisations du secteur de l'aquaculture (article 32) et les organisations professionnelles (article 33).

Les autorités françaises proposent donc de modifier le premier paragraphe comme suit : « Le présent règlement s'applique aux aides octroyées aux petites et moyennes entreprises (PME) actives dans la production, la transformation ou la commercialisation de produits de la pêche et de l'aquaculture, sauf dispositions particulières prévues par le présent règlement. ».

Sur les quatre points mentionnés ci-dessus, les autorités françaises proposent la rédaction de l'article 1, premier paragraphe, suivante :

« Le présent règlement s'applique aux aides octroyées aux petites et moyennes entreprises (PME) actives dans la production, la transformation ou la commercialisation de produits de la pêche et de l'aquaculture, sauf dispositions particulières prévus par le présent règlement.

Le présent règlement s'applique aux aides octroyées aux grandes entreprises, autorités concédantes, autorités portuaires, concessionnaires des ports de pêche et des halles à marée et aux gestionnaires publics des sites de débarquement; aux petites collectivités publiques de moins de 5 000 habitants et ayant un budget annuel inférieur à 10 millions d'euros et moins de 5 000 habitants, y compris les communes des RUP situées en zone rurale et littorale.

Le présent règlement s'applique aux aides octroyées aux ETI actives dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation (article 1^{er} et annexe I) dont le chiffre d'affaire est inférieur à 1,5 Mds et le nombre maximal de salariés est inférieur à 4999. »

1.3 Prolongation d'application des aides aux PME participant aux projets DLAL

Les autorités françaises ont accueilli avec beaucoup de satisfaction la modification récente du RGEC (règlement (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021) qui porte notamment des dispositions

relatives à des projets de développement local menés par des acteurs locaux (DLAL) et, plus spécifiquement, en faveur des aides FEAMPA.

Les autorités françaises souhaiteraient que ces nouvelles dispositions relatives à l'exemption soient maintenues au-delà du 31 décembre 2023 dans le futur RGEC pour les projets de DLAL.

A défaut, ces dispositions devraient être prévues dans le règlement d'exemption pêche et aquaculture (REPA).

2. Propositions thématiques de révision des aides d'exemption pour la pêche et l'aquaculture

2.1 Aides à l'investissement pour les entreprises de pêche

Des faiblesses du secteur de la pêche maritime existent et persistent pour les entreprises de pêche, parmi lesquelles peuvent être cités le vieillissement de la flotte, le difficile renouvellement des générations et la faible attractivité des métiers, la forte consommation énergétique du secteur et sa dépendance aux énergies fossiles, l'existence de freins à l'innovation du fait de son coût pour les PME de ce secteur et de la faible attractivité de celui-ci pour les investisseurs.

A l'image de ce qui est permis dans le cadre du FEAMPA, les autorités françaises souhaitent se doter d'outils d'accompagnement économique de la filière de la pêche et notamment la petite pêche côtière afin de répondre aux enjeux sociétaux, environnementaux et climatiques. A ce titre, les aides à l'augmentation de tonnage brut d'un navire de pêche lorsqu'il s'agit d'améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique (voir article 19 du FEAMPA), le remplacement ou la modernisation d'un moteur (article 18 du FEAMPA) ainsi que les investissements à bord permis dans qui répondent à un objectif de modernisation, adaptation et diversification de l'activité de pêche (article 12 du FEAMPA) doivent être possibles dans le règlement d'exemption.

2.2 Services écosystémiques

Les autorités françaises regrettent que l'article 24 ne couvre que les activités de pêche maritime. La pêche, qu'elle soit marine ou continentale, doit également pouvoir être aidée afin de favoriser la protection et le rétablissement de la biodiversité et de certains écosystèmes, et bénéficier le cas échéant de régimes de compensation.

Par ailleurs, dans le paragraphe suivant 71.(sss)v) il est prévu que « *les mesures de conservation positives destinées à protéger et à préserver la faune* peuvent être éligibles dès lors que ces mesures mettent en application *les principes de l'infrastructure verte énoncés dans la communication de la Commission sur l'infrastructure verte* ». Or, après lecture de la communication citée, les principes de ce concept sont très flous pour les autorités françaises et mériteraient d'être précisées. En ce sens, les autorités françaises souhaiteraient que les différents principes soient clairement explicités dans ce paragraphe afin de gagner en lisibilité.

2.3 Possibilité d'accorder des aides d'Etat à des organismes publics n'ayant pas la qualification d'entreprises.

Dans le domaine de l'aquaculture, des actions sont menées soit par des organismes publics (instituts de recherche ou centres techniques) soit en collaboration entre ces organismes et des

entreprises œuvrant dans le domaine de l'aquaculture, ou des structures professionnelles aquacoles, et ce également dans le domaine de la pêche, de la commercialisation et de la transformation. Ces actions, qui portent notamment sur la planification de l'espace et la conciliation des usages, l'amélioration de la connaissance, la recherche et l'innovation, la formation ou l'échange de bonnes pratiques, sont inscrites au Plan Aquacultures d'Avenir et doivent être développées et soutenues. D'ailleurs, l'article 29 de la proposition de règlement d'exemption dispose que les aides peuvent être ouvertes à des bénéficiaires autres que les entreprises d'aquaculture lorsque le règlement le prévoit. Il convient donc de préciser le soutien à des organismes publics, dans la mesure où ils participent à des actions bénéficiant directement ou indirectement aux entreprises œuvrant dans le secteur aquacole, notamment dans les articles 33 (aides visant à promouvoir le capital humain et la mise en réseau dans le secteur de l'aquaculture), 34 (augmentation du potentiel des sites aquacoles) et 39 (aides en faveur de mesures relatives à la santé et au bien-être animal). De la même manière, ces précisions pourraient être apportées aux articles 15, 16, 19 et 20.

2.4 Exemption par catégorie des exonérations et réductions fiscales

Les autorités françaises tiennent à souligner que la proposition de la Commission visant à considérer que l'exemption par catégorie des exonérations et réductions fiscales conformément à la directive 2003/96/CE est traitée de la manière la plus appropriée dans les conditions énoncées à l'article 44 du règlement général d'exemption par catégorie. Les autorités françaises demandent une confirmation de la part de la Commission que le secteur de la pêche et de l'aquaculture sera bien intégré au règlement général d'exemption par catégorie dans le cadre de l'article 44. Si tel est le cas, la proposition de ne pas conserver cette disposition de manière séparée dans le règlement d'exemption par catégorie dans le secteur de la pêche est partagée par les autorités françaises.

En tout état de cause, il y a lieu de tenir compte des difficultés d'application des règles applicables aux régimes des aides d'Etat pour des aides à la défiscalisation dans la mesure où il serait extrêmement complexe voire impossible de contrôler, en amont de l'application d'un dispositif de défiscalisation, les conditions d'éligibilité spécifiques aux bénéficiaires des aides du secteur de la pêche et de l'aquaculture (par exemple respect de la PCP) ainsi que les conditions générales relatives à l'exclusion des entreprises en difficulté.

2.5 Article 15 : Aides aux services de conseil

Compte tenu de la structure et de la spécificité de la filière ainsi que de la petite taille de nombreuses entreprises, les autorités françaises constatent un besoin d'aide et de conseil au montage administratif de dossiers de demande d'aide d'Etat. Ainsi elles proposent de rajouter cette mission dans l'article suivant, comme suit :

« (...) pour autant: (...) (b) que les services de conseil prennent l'une des formes suivantes:

i) des études de faisabilité et des services de conseil qui évaluent la viabilité des mesures qui pourraient être admissibles au bénéfice de l'aide relevant du titre II, chapitre II, du règlement UE 2021/1139 ou du présent règlement. Ces conseils peuvent comprendre une aide au montage administratif de dossiers ; »

2.6 Article 17 : Augmentation de l'intensité de l'aide à la formation et ouverture de la possibilité d'octroyer des aides d'Etat exemptées en faveur de la subvention aux salaires pendant la période de la formation

Dans la continuité de la demande portant sur les lignes directrices, les autorités françaises souhaiteraient inscrire dans le futur REPA, à l'instar des dispositions spécifiques de l'article 31 du RGEC pour le transport maritime, une disposition permettant une aide visant à accroître et à mettre à jour les compétences des marins pêcheurs (durant toute leur carrière) à travers un taux d'intensité fixé dans les conditions suivantes :

- de 100% lorsque cette aide vise à renforcer les qualifications principales des marins en matière de navigation, de manutention et arrimage de la cargaison, de contrôle de l'exploitation du navire et d'assistance aux personnes à bord, de mécanique navale, d'électrotechnique, d'électronique et de systèmes de commande, d'entretien et de réparation, dès lors que :
 - la formation est dispensée pour des marins servant à bord de navires immatriculés dans l'Union ;
 - les bénéficiaires de la formation ne sont pas des membres actifs de l'équipage mais sont surnuméraires à bord ;
- de 100% dès lors que l'aide vise à financer les formations en matière de sécurité des biens et des personnes en mer (formations de radiocommunications et relatives aux situations d'urgence, à la prévention des accidents du travail, à la sûreté et aux soins médicaux et à la survie), dès lors que :
 - la formation est dispensée pour des marins servant à bord de navires immatriculés dans l'Union ;
 - quelle que soit la position du marin à bord.

2.7 Article 29 : Condition générales pour les nouveaux entrants

Les conditions générales imposent **une évaluation environnementale des opérations pour les nouveaux entrants** (91) (VIII). Or, si l'étude environnementale a du sens lors de l'implantation d'une nouvelle activité, elle n'en a aucun lorsque l'entreprise aquacole investit dans un outil productif, par exemple pour le calibrage ou le conditionnement des produits (par exemple d'huîtres). La rédaction pourrait être : « Les entrepreneurs entrant dans ce secteur présentent un plan d'entreprise et, lorsque le montant des investissements est supérieur à 50 000 EUR, une étude de faisabilité comportant **une évaluation environnementale des opérations** lorsque l'investissement risque d'avoir un impact sur l'environnement. »

De même, les conditions générales précisent que l'aide n'est octroyée que s'il a été clairement démontré dans **un rapport de commercialisation indépendant** qu'il existe sur le marché des perspectives bonnes et durables pour le produit (92). Or ce type de rapport n'est pertinent que pour les investissements en lien avec de nouveaux marchés. Pour les autres investissements, cet élément génèrera de la complexité administrative et des coûts supplémentaires. La rédaction pourrait être : « L'aide relevant de la présente section n'est octroyée que s'il a été clairement démontré dans un rapport de commercialisation ~~indépendant~~ pour les investissements en lien avec la conquête de nouveaux marchés- qu'il existe sur le marché des perspectives bonnes et durables pour le produit. »

2.8 Article 31 : Aides aux investissements visant à accroître la productivité de l'aquaculture

Certains investissements inhérents à la restauration de la biodiversité ou de la continuité écologique ne vont pas accroître la productivité aquacole à proprement parler, mais peuvent contribuer à réduire un impact négatif ou renforcer des effets positifs et doivent à ce titre être financées. Il s'agit par exemple de la restauration de la continuité écologique, imposant parfois des investissements lourds dans des passes à poissons, non rattachés à des dispositions réglementaires européennes.

Ces opérations sont portées par l'aquaculteur mais ne sont aucunement liées à sa production aquacole. Dans le cas des passes à poissons par exemple, ces aménagements ne sont pas dans la pisciculture, ils ne contribuent aucunement à la production piscicole mais rendent un service environnemental en favorisant le passage et la migration de poissons sauvages dans les cours d'eau.

Dès lors, les autorités françaises proposent de modifier l'article 31 et son intitulé comme suit :

« Article 31 : Aides aux investissements visant à accroître la productivité et la performance environnementale de l'aquaculture (...) »

« Le montant de l'aide au titre du présent article n'excède pas, en équivalent-subvention brut, un taux d'intensité d'aide maximale de 50 % du total des dépenses admissibles de l'opération. Pour les investissements visant à accroître les performances environnementales, ce taux pourra être porté à 80 %. Des taux d'intensité d'aide maximale spécifiques sont indiqués à l'annexe IV. Lorsqu'une opération relève de plusieurs des lignes 1 à 11 de l'annexe IV, le taux d'intensité d'aide maximale le plus élevé s'applique. »

2.9 Article 32 : Aides aux services de gestion, de remplacement, de conseil pour les exploitations aquacoles

Pour les autorités françaises, dans le contexte spécifique du secteur de l'aquaculture, il paraîtrait intéressant dans cet article d'ouvrir la possibilité de financer l'assistance administrative auprès de certaines structures pour monter leur dossier de demande d'aide. Ainsi, il est proposé d'apporter un ajout comme suit : « (e) que l'aide soutienne l'assistance administrative auprès de certaines structures pour le montage de dossiers de demande d'aide, la mise en place de services de gestion, de remplacement et de conseil pour les exploitations aquacoles et l'achat de services de conseil de nature technique, scientifique, juridique, environnementale ou économique destinés aux exploitations. L'aide n'est octroyée qu'à des PME aquacoles ou à des organisations du secteur de l'aquaculture, y compris des organisations de producteurs de produits de l'aquaculture et des associations d'organisations de producteurs de produits de l'aquaculture. »

2.10 Article 33 : Aides visant à promouvoir le capital humain et la mise en réseau dans le secteur de l'aquaculture

Les autorités françaises souhaitent confirmer que l'article 33 autorise l'octroi d'aide à des organismes publics, notamment ceux en charge de la formation professionnelle dans le secteur de la pêche pour permettre de mettre en place des offres de formation professionnelle, et de mise en réseau. Le cas échéant, il est proposé de modifier l'article 33, en ajoutant un point entre le 106 et le 107 : « l'aide visée au paragraphe 1 point a) peut être octroyée également aux organismes publics, notamment ceux en charge de la formation professionnelle ou à

l'apprentissage tout au long de la vie ou à la diffusion de connaissances scientifiques ou techniques. »

2.11 Article 36 : Aides à la conversion aux systèmes de management environnemental et d'audit et à l'aquaculture biologique

Les autorités françaises signalent que le règlement (CE) n° 710/2009 de la Commission et le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil ont été abrogés par le règlement (UE) n°2018/848.

Par ailleurs, conformément au plan d'action pour l'agriculture biologique de l'Union européenne, et afin d'élargir la possibilité de soutien à des systèmes de management environnementaux prévue au paragraphe suivant, les autorités françaises proposent l'ajout suivant :

« la participation au système de management environnemental et d'audit de l'Union (EMAS) conformément au règlement (CE) n°1221/2009 du Parlement européen et du Conseil ainsi que les certifications environnementales comme par exemple ISO 14 001. »

Enfin, du fait de la définition même de l'aquaculture biologique, certaines circonstances extérieures à la volonté des entreprises aquacoles peuvent entraîner une sortie de la certification biologique (détérioration de la qualité de la masse d'eau). Dans ce sens, les autorités françaises souhaitent ajuster la durée d'engagement en aquaculture biologique à la définition de cette activité.

En ce sens, des modifications sont proposées comme suit :

« 117. L'aide est uniquement octroyée à la conversion des bénéficiaires s'engageant à participer à l'EMAS pendant une durée minimale de trois ans ou à respecter les exigences de la production biologique pendant une durée minimale de cinq ans. En cas de sortie de la certification biologique provoquée par des circonstances extérieures aux décisions et pratiques de l'entreprise, cette dernière pourra déroger à l'obligation de durée minimale de cinq ans en production biologique. Afin de disposer de cette dérogation, des justificatifs devront être fournis aux autorités nationales compétentes. »

2.12 Article 38 : Aides en faveur de mesures de santé publique

Même si la durée de fermeture a un impact pour l'activité économique, les conséquences d'une fermeture de zone, même courte, à une période de commercialisation clé (ex. fêtes de fin d'année), a souvent des conséquences encore plus fortes sur le revenu des conchyliculteurs. Les autorités françaises proposent par conséquent de lier l'aide à la perte de revenu, quitte à remonter le niveau de perte exigé par souci de cohérence entre les différents seuils de déclenchement d'aides prévu dans la présente proposition de règlement, plutôt qu'à une durée de fermeture de zone.

Ainsi, les autorités françaises proposent de modifier le paragraphe n°127 de l'article cité comme suit :

« 127. L'aide au titre du paragraphe 1 ne peut être octroyée que si la fermeture de la zone de production ou de reparcage classée, conformément à l'article 62 du règlement d'exécution (UE) 2019/627 de la Commission, est due à la prolifération du plancton produisant la toxine ou à la présence de plancton contenant des biotoxines dépassant les limites fixées à l'annexe III, section VII, chapitre V, du règlement (CE) no 853/2004 du Parlement européen et du Conseil, et pour autant:

~~(aaaaaa) que la contamination dure plus de quatre mois consécutifs ; ou~~

(bbbbbb) que la perte résultant de la suspension de la récolte représente plus de ~~25~~30 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise concernée, calculé sur la base de son chiffre d'affaires moyen au cours des trois années civiles précédant l'année au cours de laquelle la récolte a été suspendue. »

2.13 Article 39 : Aides en faveur de mesures relatives à la santé et au bien-être des animaux

Par soucis de cohérence avec les différents articles de cette proposition de règlement, les autorités françaises proposent d'abaisser le différentiel de perte de chiffre d'affaire à 30% dans le cadre des mesures de compensation.

Dès lors, il est proposé d'apporter les modifications suivantes, comme suit :

« vi) la compensation des conchyliculteurs pour la suspension temporaire de leurs activités en raison d'une mortalité de masse exceptionnelle, lorsque le taux de mortalité annuel dépasse 20 % ou que les pertes résultant de la suspension de l'activité s'élèvent à plus de 30 % du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise concernée, calculé sur la base du chiffre d'affaires moyen de cette entreprise durant les trois années civiles précédant l'année au cours de laquelle les activités ont été suspendues. »

2.14 Article 46 : Aides destinées à remédier aux dommages causés par des animaux protégés

A titre comparatif, l'agriculture n'indemnise que les dommages liés aux espèces protégées de type grands prédateurs avec un statut « menacé ». Les autorités s'interrogent sur l'ouverture large proposée ici. Par ailleurs, les autorités françaises s'interrogent sur la mise en œuvre concrète. Les constats de dégâts par prédation peuvent parfois être délicats. Le lien de cause à effet entre prédation et prédateur est également difficile à établir étant donné la diversité des facteurs pouvant expliquer une baisse de production.

B. REVISION DES AIDES DE MINIMIS POUR LA PECHE ET L'AQUACULTURE

1. Demande d'un seuil séparé pour l'aval et l'amont

Les entreprises de l'aval du secteur de la pêche et de l'aquaculture ressemblent bien moins aux entreprises de l'amont du secteur qu'aux entreprises de l'aval du secteur agroalimentaire pour tous les autres produits alimentaires. Or, elles subissent des limitations réglementaires d'aides qui empêchent actuellement les Etats de les soutenir, notamment le règlement 717/2014 article 3 point 2, qui prévoit un montant maximal des aides *de minimis* pour les entreprises de l'aval du secteur de la pêche et de l'aquaculture fixé à 30 000 € sur 3 exercices fiscaux. En comparaison, le montant maximal d'aides *de minimis* pour les entreprises de l'aval du secteur de l'agriculture est porté à 200 000 € sur 3 exercices fiscaux (règlement 1407/2013).

Ce plafond d'aide actuel ne permet pas aux Etats membres de venir en aide aux entreprises de l'aval des filières pêche et aquaculture, dont le chiffre d'affaires annuel moyen peut aller de plusieurs dizaines à plusieurs centaines de millions d'euros.

Les autorités françaises demandent donc à ce que la Commission revise ce texte afin que, pour les aides *de minimis*, le plafond de 30 000 € applicable à l'aval du secteur de la pêche et de l'aquaculture soit relevé à 200 000 € comme pour les autres entreprises agroalimentaires, en

supprimant la référence à la commercialisation et la transformation du secteur de la pêche et de l'aquaculture du champ du règlement 717/2014 et en l'ajoutant au règlement 1407/2013.

2. Possibilité de financer l'installation des jeunes pêcheurs, la modernisation et le remplacement des moteurs

Article 1 point d) et e) du règlement (UE) n° 717/2014 : Il est demandé que le règlement *de minimis* soit cohérent avec le RPDC ainsi que le FEAMPA, c'est-à-dire les accompagnements légaux dans le cadre du FEAMPA doivent l'être également dans le cadre du règlement *de minimis*. Les textes doivent être mis en cohérence, notamment pour les aides à l'installation de jeunes pêcheurs (voir considérant 21 et l'article 17 du FEAMPA pour la première acquisition d'un navire de pêche) et celles à l'augmentation de tonnage brut d'un navire de pêche lorsqu'il s'agit d'améliorer la sécurité, les conditions de travail ou l'efficacité énergétique (voir article 19 du FEAMPA).

Même si ces aides ne sont pas ouvertes au titre du règlement exemption, elles doivent l'être au titre du *de minimis* afin de mieux accompagner le secteur de la petite pêche côtière qui souffre de difficultés d'accès aux aides publiques.

Les autorités françaises proposent la rédaction suivante:

d) des aides à l'achat de navires de pêche, sauf dans le cadre de l'installation de jeunes pêcheurs, conformément aux dispositions précisées dans l'article 17 du FEAMPA ;

e) des aides à la modernisation ou au remplacement du moteur principal ou du moteur auxiliaire des navires de pêche, sauf dans le cas des dispositions prévues dans l'article 18 du FEAMPA, pour contribuer aux objectifs du *green deal* ;

f) des aides aux opérations qui augmentent la capacité de pêche d'un navire ou aux équipements qui augmentent la capacité d'un navire à détecter le poisson; sauf dans le cas des dispositions prévues dans l'article 19 du FEAMPA

3. Aides au repeuplement

Article 1 point k) : Il est exclu des aides *de minimis* au repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Union le prévoit explicitement en tant que mesure de conservation ou en cas de repeuplement à titre expérimental. Pourtant, il peut être vertueux pour les stocks et les écosystèmes (par exemple pour certains coquillages) que les pêcheurs repeuplent avec des naissains (non OGM) au stade juvénile. Les autorités françaises demandent de rendre le repeuplement direct éligible pour quelques exceptions pertinentes soit en les listant directement dans le règlement, soit sur autorisation d'un acte juridique des Etats Membres, pour des raisons de simplification administrative et de réactivité.

La nouvelle rédaction donc pourrait être : k) des aides au repeuplement direct, sauf si un acte juridique de l'Etat Membre le prévoit explicitement en tant que mesure de conservation, ou en cas de repeuplement à titre expérimental. ~~Seuls les naissains d'espèces sauvages non OGM sont autorisés.~~ ».

Par ailleurs, la notion du **repeuplement direct** n'est pas définie, les autorités françaises demandent qu'une définition au niveau européen vienne éclairer cette notion. Cette définition



pourrait être : « déversement d'animaux (poissons, crustacées, mollusques) dans les milieux aquatiques (continentaux ou marins) afin d'accroître leur productivité halieutique ».

4. Seuil des aides de minimis national

Vu la nécessité, mentionnée ci-dessus, d'une séparation de seuil des aides *de minimis* pour le secteur de l'amont et de l'aval pour l'alignement avec les entreprises de transformation agricoles, il conviendra de revoir le seuil national de **181 019 480** euros en conséquence.

Pour finir, la Commission trouvera en annexe des suggestions de reformulation rédactionnelles dans le régime général exempté et *de minimis* rédigé en français.

Annexe

Propositions d'ajustements rédactionnels

Projet des lignes directrices pour les aides d'Etat dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (LDRPA)

Harmoniser les termes entre perte de chiffre d'affaire (points 155 et 163) et perte de revenu annuel (point 178)

Règlement d'exemption des aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture (REPA)

Article 3 : Seuil de notification

Il est noté dans cet article : « Les seuils fixés au paragraphe 1 ne peuvent pas être contournés par une /séparation artificielle des régimes d'aide ou des projets bénéficiant d'une aide. »

Article 14 : Aides à l'innovation

Dans cet article, il est écrit dans la version traduite « *Les opérations financées par l'aide sont menées par un organisme scientifique ou technique agréé par l'État membre ou l'Union* » tandis qu'il est écrit dans la version anglaise « *Operations financed by the aid are carried out by, or in collaboration with, a scientific or technical body, recognized by the Member State or the Union.* ». La traduction du terme *recognized* ne semble pas coïncider avec *agréé*.

Ainsi, les autorités françaises proposent la modification suivante : « Les opérations financées par l'aide sont menées par un organisme scientifique ou technique reconnu par l'État membre ou l'Union »

Article 16 : Aides aux partenariats entre scientifiques et pêcheurs

Par souci de cohérence avec les autres dispositions du texte, les autorités françaises proposent la modification, comme suit :

« la création de réseaux, d'accords de partenariat ou d'associations entre un ou plusieurs organismes scientifiques ~~indépendants~~ reconnus par l'Etat membre ou l'Union et des pêcheurs ».

Article 41: Aides en faveur de mesures de commercialisation

La référence au règlement bio doit être mise à jour : il s'agit du règlement (UE) 2018/848.

Article 44 : Aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles

Le paragraphe de l'article 107 du TFUE auquel il est fait référence n'est pas le bon, il convient de le remplacer par le 2 point b) : « 2. *Sont compatibles avec le marché intérieur: (...) b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,* »

« Les aides destinées à remédier aux dommages causés par des calamités naturelles qui respectent les conditions établies au chapitre I du présent règlement sont compatibles avec le marché intérieur au sens de l'article 107, paragraphe 3, ~~point e)~~, 2, point b) du TFUE »

Article 45 : Aides destinées à remédier aux dommages causés par des conditions météorologiques défavorables pouvant être assimilées à une calamité naturelle

Les autorités françaises alertent la Commission quant à une erreur de traduction entre la version anglaise et la version française. Le régime exempté n'est pas un régime destiné aux agriculteurs mais aux aquaculteurs.

« 158. Aux fins du présent article, on entend par « conditions météorologiques défavorables pouvant être assimilées à une calamité naturelle » de mauvaises conditions météorologiques telles que le gel, les tempêtes, la grêle, le verglas, les pluies abondantes et persistantes ou une grave sécheresse réduisant de plus de 30 % la moyenne de la production annuelle ~~d'un agriculteur~~ calculée sur la base: »

Annexe IV : Taux maximaux d'intensité de l'aide spécifiques

Au niveau de la ligne 9 des taux maximaux de l'annexe financière, il est écrit « des articles 14, 23, 36, 28, 30, 31 et **3** ». Il semblerait qu'une erreur se soit glissée au niveau du « 3 ».

Règlement des aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture

Article 1 point i) : Dans un souci de cohérence et de compatibilité juridique avec les autres règlements, il est demandé de caler les soutiens non autorisés dans le *de minimis* sur ceux « autorisés » et indiqués dans le FEAMPA (dans son article 2, point 4)). Les autorités françaises proposent de remplacer les termes « les aides à la pêche expérimentale » par les « les aides à la pêche exploratoire ».

La nouvelle rédaction serait : i) des aides à la pêche exploratoire ;

Annexe I : Les autorités françaises proposent de supprimer le « I » du titre de l'Annexe.